

Un racisme en **mutation**

L'inquiétude que suscite la montée du racisme, après une année 2013 marquée par la libération d'une parole « décomplexée », est fondée. En témoigne le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), rendu public en avril dernier.

Gérard ASCHIERI, rédacteur en chef adjoint d'*H&L*

La publication du rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) sur le racisme, l'anti-sémitisme et la xénophobie s'est accompagnée, début avril, de la tenue d'un colloque à Sciences Po en présence de la garde des Sceaux et devant une assistance fournie et un concours de presse inhabituel. Le succès de cette manifestation montre l'actualité du sujet et l'inquiétude qu'il soulève, ce que confirment les débats du colloque et le contenu du rapport. La CNCDH ne se contente pas d'un constat superficiel mais s'efforce de mettre en lumière et déconstruire les phénomènes, avec le recul nécessaire pour en montrer la complexité et les contradictions. Pour cela elle s'appuie non seulement sur ses débats, la contribution de ses membres, en particulier des associations, et les chiffres officiels, mais aussi sur des enquêtes d'opinion régulières de type « baromètre », une enquête « qualitative » (c'est-à-dire l'analyse d'entretiens approfondis avec un panel de personnes) et le travail de chercheurs.

Au racisme « biologique » s'est substitué un racisme à prétexte culturel : ce qui est rejeté n'est pas tant la différence physique ou la couleur de peau que la différence de comportement ou de culture, et en particulier la différence de religion.

(1) Voir *H&L* n° 165, mars 2014, « L'inquiétante montée du racisme », p. 13.

Les constats que l'on peut faire, à partir de cette démarche pour l'année 2013, ne diffèrent pas fondamentalement de ceux de l'année précédente, que décrivait un article du dernier numéro d'*Hommes & Libertés* ⁽¹⁾. La tendance que l'on percevait n'a fait que s'aggraver.

Une tolérance des minorités en baisse

Ces constats sont à première vue paradoxaux : comme l'année précédente, le rejet et la condamnation du racisme dans l'opinion sont incontestables. Environ les deux tiers des Français interrogés

par l'institut BVA sont favorables à une répression accrue des actes et propos racistes. Cela a d'ailleurs été confirmé par une autre enquête d'opinion toute récente, effectuée à l'occasion d'un procès pour discrimination intenté à un organisme HLM de la région parisienne : les Français souhaitent très majoritairement que la justice condamne les discriminations sur une base raciale. Et cela va de pair avec une évolution perceptible de la société, que constate la présidente de la Commission, Christine Lazerges : « On a affaire à une société qui accepte de plus en plus de dire





© PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL, ZEYNEP SAYGI

« **Un « syndrome ethnocentriste autoritaire » lie le rejet de ce qui est perçu comme étranger et des attitudes comme la demande de rétablissement de la peine de mort, la dénonciation de « l'assistanat » ou la condamnation de l'homosexualité.** »

qu'il n'y a qu'une race humaine et qui, par exemple, accepte mieux les mariages mixtes. »⁽²⁾ Et il faut s'en féliciter.

En même temps, dans le baromètre BVA, monte de manière régulière le sentiment qu'il y a trop d'immigrés en France, que « l'intégration » est en panne et surtout que la responsabilité en incombe aux immigrés eux-mêmes et non pas à la société. Et plus des trois quarts des sondés déclarent que de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale (77 %, + 4 points par rapport à l'année

précédente), tandis que 60 % considèrent qu'on ne se sent plus chez soi comme avant en France, un des deux plus forts pourcentages constatés depuis la création du baromètre.

Et c'est ce que confirme l'évolution de « l'indice longitudinal de tolérance » : la CNCDH en effet a choisi en 1991 de faire construire et suivre, par une équipe de chercheurs⁽³⁾, un indicateur qui, à partir des réponses à un ensemble de questions, mesure l'évolution de la tolérance aux minorités. Cette tolérance, après des années de progression, baisse régulièrement depuis quatre ans, pour régresser quasiment au niveau où elle était à la création de l'indicateur. Et si le niveau de tolérance varie sensiblement selon l'âge, la catégorie sociale, le niveau de diplôme, la préférence politique (les jeunes et les diplômés, tout comme ceux qui se déclarent proches des partis de gauche, sont plus tolérants que les autres), l'évolution de l'indice suit la même tendance dans toutes les catégories. Elle va de pair avec un phénomène que les chercheurs mettent en lumière dans une étude parallèle : un « syndrome ethnocentriste autoritaire », qui lie le rejet de ce qui est perçu comme étranger et des attitudes comme la demande de rétablissement de la peine de mort, la dénonciation de « l'assistanat » ou la condamnation de l'homosexualité. Ces paradoxes apparents traduisent en fait une mutation du racisme : le racisme « biologique », fondé sur l'idée qu'il existe des races et qu'elles sont inégales, a fortement reculé – même si l'enquête montre un certain regain en 2013 –, mais s'y est substitué un racisme à prétexte culturel : ce qui est rejeté (dans le discours, du moins) n'est pas tant la différence physique ou la couleur de la peau que la différence de comportement ou de culture, et en particulier la différence de religion. Cependant, comme l'on peut en faire régu-

lièrement le constat, ce racisme qui se drapait dans la justification culturelle se traduit le plus souvent par de la discrimination et du rejet sur des bases physiques, sans pour autant le revendiquer.

Musulmans et Roms nettement ciblés

Ce racisme en mutation a aussi une autre caractéristique : il se présente comme « empirique », fondé moins sur des a priori que sur des constats que chacun a le sentiment de pouvoir faire dans sa vie quotidienne, même s'ils relèvent d'une illusion d'optique (par exemple, que la criminalité est plus répandue chez les immigrés ou que l'exploitation des enfants est une constante, chez les Roms). Il s'appuie également sur l'impression d'une montée des tensions, en particulier religieuses, dont les autres seraient responsables. Un constat fait dans l'enquête qualitative effectuée par l'institut CSA nous donne un élément complémentaire tout à fait éclairant : « *Le concept de racisme apparaît globalement peu réfléchi et peu construit, ce qui limite (toutes catégories confondues) les défenses intellectuelles qui pourraient lui faire obstacle.* »⁽⁴⁾ De fait, faute d'une réflexion et d'une connaissance suffisante de ce qui est derrière la notion de racisme, il est bien plus facile d'allier une condamnation de celui-ci et une forme de pratique « de bonne foi ».

Quant aux cibles, celles déjà repérées les années précédentes sont confirmées : les musulmans d'une part, les Roms d'autre part. En fait l'indice de tolérance se dégrade envers toutes les minorités, mais c'est en direction de ces deux catégories que la baisse se manifeste de façon la plus spectaculaire. Si les données de l'indice sont à cet égard claires, dès lors qu'on examine les courbes concernant chacune des minorités, les phénomènes et explications sont relativement différents pour les musulmans et les Roms.

(2) Interview dans la lettre d'information « Droits de l'Homme » de la LDH n° 104, mai 2014. Voir www.ldh-france.org/Rapport-de-la-CNCDH-montee-de-l.html.

(3) Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale.

(4) Rapport de la CNCDH, p. 39.

Comme le dit Christine Lazerges : « Pour l'islam [...], c'est une peur de l'envahissement et le rejet d'une religion qui est accusée d'être trop visible. Cela va d'ailleurs de pair avec une beaucoup moins grande visibilité du christianisme, et une visibilité à la marge du judaïsme. Un temps, la crainte et le rejet de l'islam ont cherché une justification dans la peur du terrorisme. Désormais se manifeste surtout un refus de la visibilité de cette religion. »⁽⁵⁾ A quoi il faut ajouter un constat fait par les chercheurs, qui montre bien la complexité du phénomène : le rejet de certaines pratiques, comme le port de la *burqa*, est partagé très largement et porté par des personnalités qui relèvent de mouvements progressistes, ce qui, d'une certaine manière, « permet ainsi aux plus ethnocentristes d'exprimer ouvertement leur rejet de la religion musulmane, sans être décrédibilisés par leur ethnocentrisme ». ⁽⁶⁾

La construction de la question « Roms »

S'agissant des Roms et des Gens du voyage, la différence avec les autres minorités est aveuglante. Par exemple si l'on examine les réponses qui classent divers groupes comme « à part dans la société », elles montent à 87 % pour les Roms, et 82 % pour les Gens du voyage, soit trente et un points de différence avec les musulmans : « L'impression d'une autorelégation des Roms dans un "entre-soi" fermé est presque unanime. »⁽⁷⁾ Les préjugés et les stéréotypes négatifs envers eux infusent toutes les catégories, et dans les entretiens réalisés par le CSA, les termes employés expriment des sentiments violents de répulsion, qui n'hésitent pas à leur dénier la qualité même d'êtres humains. Pour expliquer cette situation, se combinent en fait l'ignorance de la réalité, et notamment de la réalité historique de l'antisiganisme, et le déchaînement du discours décomplexé de la ma-

Il y a nécessité incontournable d'une bataille d'idées, d'une déconstruction des stéréotypes et d'une reconquête de l'esprit critique. Si cela doit interpeller les politiques et les leaders d'opinion, cette bataille est, d'abord, de la responsabilité de chacun, à la place où il est.

rité des responsables politiques, qui amplifient un phénomène d'ethnocentrisme en constante progression. Mais l'étude réalisée pour la CNC DH pointe aussi, avec force, la responsabilité des médias : en se focalisant sur les phénomènes de délinquance, ils donnent une image simplificatrice et déformée de la réalité, et, même lorsqu'ils montrent les évacuations de campements avec les meilleures intentions, ils construisent la vision d'un sous-prolétariat fondamentalement marginal, condamné à une irréductible altérité. Dans cet ensemble, l'antisémitisme est loin d'être absent : même si l'indice de tolérance est largement supérieur à celui des autres groupes, aussi bien dans les réponses aux enquêtes que dans les entretiens « qualitatifs », on peut repérer la permanence d'un antisémitisme assumé, certes minoritaire mais bien réel.

Mais ce qui doit attirer l'attention est un double phénomène : d'une part, dans les entretiens, le concept d'antisémitisme apparaît mal maîtrisé, souvent considéré comme relevant d'un passé révolu, ce que révèlent des hésitations vis-à-vis de Dieudonné ; d'autre part, persistent des préjugés traditionnels à propos des juifs (par exemple dans leur rapport supposé à l'argent ou au pouvoir), sans que ceux qui les expriment n'aient toujours conscience de leur caractère raciste : ils en font même des qualités attribuées aux juifs, qui les différencient positivement d'autres groupes comme les musulmans.

La catégorie, majoritaire, des « malgré eux »

Enfin, un constat complémentaire mérite d'être noté. Pour son étude qualitative, le CSA définit quatre types d'attitudes face au racisme⁽⁸⁾ : d'abord les « indignés », militants de l'antiracisme, résolus à le combattre sans compromis, puis les « résistants », qui condamnent le racisme mais au

prix d'un effort intellectuel ou moral qui va à l'encontre de ce que leur vécu leur inspire ; en miroir sont les « malgré eux », qui ne se disent pas racistes a priori mais affirment y être contraints par la réalité qu'ils vivent, enfin les « décomplexés », terme qui se passe de traduction. Or c'est la catégorie des « malgré eux » qui apparaît majoritaire dans les entretiens, tandis que les « indignés » en sont absents. Cela ne manque pas d'être préoccupant : certes, le fait que les indignés n'apparaissent pas dans l'échantillon ne signifie pas qu'ils sont absents dans la société et traduit sans doute, aussi, un recul du militantisme en général, mais cela suggère à tout le moins qu'ils sont très minoritaires.

Cependant ces constats donnent la mesure du rapport des forces et des batailles à mener. Car il n'y a rien de naturel au racisme, et rien d'inéluctable à sa progression. Le fait qu'il soit assumé de façon très minoritaire le montre. A coup sûr, comme nous le rappelions dans l'article précédent, la crise économique, les inégalités et le chômage expliquent largement cette dégradation morale, et il n'y aura pas de lutte efficace contre le racisme sans progrès social et reconstitution des solidarités au sein de la société. Mais la question de l'action éducative est essentielle, pas seulement parce que le niveau de racisme est très corrélé au niveau d'études, et que, comme le dit C. Lazerges, « cela interpelle sur les moyens offerts aux jeunes et aux moins jeunes de s'ouvrir sur d'autres cultures ou d'autres religions que la leur ». ⁽⁹⁾ Il y a aussi nécessité incontournable d'une bataille d'idées, d'une déconstruction des stéréotypes et d'une reconquête de l'esprit critique, indispensables pour regagner du terrain. Si cela doit interpeller les politiques et les leaders d'opinion, cette bataille est, d'abord, de la responsabilité de chacun, à la place où il est. ●

(5) Interview dans la lettre d'information « Droits de l'Homme », idem.

(6) Rapport de la CNC DH, p. 199.

(7) Rapport de la CNC DH, p. 202.

(8) Rapport de la CNC DH, p. 47 et s.